

---

Deuxième session, trentième Législature

---

---

Second Session, Thirtieth Legislature

---

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

**Projet de loi n° 121**  
**(PRIVÉ)**

Loi modifiant la charte de la ville  
de Boucherville

**Bill No. 121**  
**(PRIVATE)**

An Act to amend the charter of the  
town of Boucherville

---

Première lecture

---

---

First reading

---

M. DÉOM

---

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC  
CHARLES-HENRI DUBÉ  
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1974



## Projet de loi n° 121

(PRIVÉ)

Loi modifiant la charte de la ville  
de Boucherville

ATTENDU qu'il est dans l'intérêt de la ville de Boucherville et qu'il est nécessaire, pour la bonne administration de ses affaires, que sa charte et la Loi constituant la Commission de transport de la Rive Sud de Montréal soient de nouveau modifiées;

À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

**1.** L'article 26 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la ville de Boucherville, en ajoutant, après le sous-paragraphe *e* du paragraphe 2, le sous-paragraphe suivant:

« f) vendre, aux conditions fixées par la Commission municipale du Québec, tout immeuble acquis avec une restriction imposant qu'il soit utilisé exclusivement pour fins de rue, de ruelle ou de parc, lorsqu'un tel immeuble n'est plus requis pour ces fins. »

**2.** L'article 64*a* de ladite loi est remplacé, pour la ville, par le suivant:

« **64*a*.** Le conseil [ ] peut, par règlement, accorder à toute personne qui a rempli la fonction [de maire ou] de membre du conseil pendant au moins [huit] années et qui a cessé de remplir cette fonction après le premier janvier de l'année au cours de laquelle le règlement est adopté, une pension annuelle de [\$3,500 dans le cas du maire et de \$2,100 dans le

## Bill No. 121

(PRIVATE)

An Act to amend the charter of the  
town of Boucherville

WHEREAS it is in the interest of the town of Boucherville and necessary for the proper administration of its affairs, that its charter and the Act to incorporate the Montreal South Shore Transit Commission be again amended;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

**1.** Section 26 of the Cities and Towns Act is amended for the town of Boucherville, by adding after subparagraph *e* of subsection 2 the following subparagraph:

“(f) sell, on the conditions fixed by the Québec Municipal Commission, any immoveable acquired with the restriction that it be used exclusively for purposes of a street, lane or park, when such immoveable is no longer required for such purposes.”

**2.** Section 64*a* of the said act is replaced for the town by the following:

“**64*a*.** The council [ ] may grant by by-law to every person who has held office as [mayor or] member of the council for [eight] years or more, and who has ceased to hold such office after the first of January in the year in which the by-law is passed, [an annual pension of \$3,500 in the case of the mayor and \$2,100 in the case of the other members of the council. Such

cas des autres membres du conseil. Cette pension est] payable par versements égaux et consécutifs, le premier jour de chaque mois. La révocation d'un tel règlement ne peut être opposée aux personnes à l'égard desquelles il s'applique ou s'est déjà appliqué.

Pour bénéficier de ces versements de retraite, les membres du conseil doivent verser au fonds d'administration générale une contribution égale à 5% de leur rémunération annuelle. [ ]

Advenant le cas où un [membre du conseil] n'occuperait pas sa charge pendant [huit] années, les montants ainsi versés lui seront remboursés sans intérêt. [ ]

Cette pension est incessible et insaisissable.

Le paiement de cette pension est interrompu durant la période où le bénéficiaire occupe, à titre temporaire ou permanent, une charge, une fonction ou un emploi comportant une rémunération payable par la municipalité.

En calculant une telle période de [huit] années, une partie d'année est comptée comme une année entière. »

**3.** L'article 122 de ladite loi est remplacé, pour la ville, par le suivant :

« **122.** Toute personne physique, majeure, possédant la citoyenneté canadienne et qui n'est frappée d'aucune incapacité légale peut être mise en candidature, élue ou nommée maire ou conseiller [de la ville], si elle réside dans la [ville] et si elle ou son conjoint est inscrit au rôle d'évaluation dans la municipalité comme propriétaire depuis au moins [douze] mois avant la date de la mise en nomination ou de la nomination par le conseil ou par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Nul ne peut, simultanément, être membre de plus d'un conseil municipal. »

**4.** L'article 426 de ladite loi est modifié pour la ville :

a) en remplaçant le paragraphe 1° par le suivant :

« 1° Pour réglementer les matériaux à employer dans la construction et la façon de les assembler; interdire tous ouvrages n'ayant pas la résistance exigée; prescrire

pension shall be] payable in equal and consecutive instalments on the first day of each month. The repeal of such a by-law cannot be set up against persons respecting whom it applies or has already applied.

In order to benefit from such pension payments, the members of the council must pay into the general administration fund a contribution equal to five per cent of their annual remuneration. [ ]

If a [member of the council] does not hold office for [eight] years, the amounts so paid shall be reimbursed to him without interest. [ ]

Such pension shall be unassignable and unseizable.

The payment of such pension shall be suspended during any period when the beneficiary holds, temporarily or permanently, any charge, office or employment involving remuneration paid by the municipality.

In computing any such period of [eight] years, a part of a year shall be counted as a full year."

**3.** Section 122 of the said act is replaced for the town by the following:

“**122.** Every physical person of full age and Canadian citizenship and who is not legally disqualified may be nominated, elected or appointed mayor or councillor of [the town] if he has resided in the [town] and if he or his consort has been entered on the valuation roll in the municipality as owner for at least [twelve] months before the date of the nomination or of the appointment by the council or by the Lieutenant-Governor in Council.

No person may be a member of more than one municipal council at the same time."

**4.** Section 426 of the said act is amended for the town:

(a) by replacing paragraph 1 by the following:

“(1) To regulate the materials to be used in building and the manner of assembling the same; to prohibit any work not of the prescribed strength; to prescribe

les conditions de salubrité et la profondeur des caves et sous-sols et l'usage qui peut en être fait; classer, pour fins de réglementation, les habitations, établissements commerciaux, établissements industriels et tous autres immeubles, y compris les édifices publics; régler les endroits où [peuvent] être situés chaque catégorie de constructions susdites [et les parcs publics]; diviser la municipalité en zones dont le conseil juge le nombre, la forme et la superficie convenables pour les fins de cette réglementation et, quant à chacune de ces zones, prescrire l'architecture, les dimensions, la symétrie, l'alignement, la destination des constructions qui peuvent y être érigées, l'usage de tout immeuble qui s'y trouve, la superficie et les dimensions des lots, la proportion de ceux-ci qui peut être occupée par les constructions, l'espace qui doit être laissé libre entre les constructions et les lignes des lots, l'espace qui, sur ces lots, doit être réservé et aménagé pour le stationnement ou pour le chargement ou le déchargement des véhicules et la manière d'aménager cet espace; diviser, s'il y a lieu, ces zones en secteurs pour fins de votation prévue par le présent article; [prescrire les lots dont l'usage est réservé aux fins de parcs publics;]";

b) en remplaçant le paragraphe 1<sup>c</sup> par le suivant:

« 1<sup>c</sup> Pour modifier ou abroger, conformément aux dispositions qui suivent, tout règlement adopté en vertu du paragraphe 1<sup>o</sup> et toute partie d'un tel règlement divisant la municipalité en zones ou en secteurs pour fins de votation, prescrivant les matériaux extérieurs, l'architecture, les dimensions, la symétrie, l'alignement, la destination des constructions qui peuvent y être érigées et l'usage de tout immeuble s'y trouvant, ou la superficie et les dimensions des lots, la proportion de ceux-ci qui peut être occupée par les constructions, l'espace qui doit être laissé entre les constructions et les lignes de lots, celui qui doit être réservé et aménagé pour le stationnement ou pour le chargement ou le déchargement des véhicules et la manière d'aménager cet espace [, prescrivant les lots qui doivent être utilisés pour des parcs.]

Un tel règlement doit, avant d'entrer en vigueur et devenir exécutoire, recevoir

salubrious conditions and the depth of cellars and basements and the use to be made thereof; to classify, for purposes of regulation, dwellings, commercial establishments, industrial establishments and all other immoveables, including public buildings; to regulate the places where each category of the aforesaid structures [and public parks] may be situated; to divide the municipality into zones of such number, shape and area as the council deems suitable for the purpose of such regulation and, with respect to each of such zones, to prescribe the architecture, dimensions, symmetry, alignment and destination of the structures which may be erected therein, the use of any immovable located therein, the area and dimensions of lots, the proportion of lots which may be occupied by structures, the space which must be left clear between structures and the lines of lots, the space which, on such lots, must be reserved and arranged for the parking, loading or unloading of vehicles, and the manner of arranging such space; to divide such zones, if expedient, into sectors for purposes of the polling provided for by this section; [to prescribe the lots the use of which is reserved for public parks purposes;"];

(b) by replacing paragraph 1c by the following:

“(1c) To amend or repeal, in conformity with the following provisions, any by-law passed under paragraph 1 and any part of such by-law dividing the municipality into zones or into sectors for voting purposes, prescribing the exterior materials, architecture, dimensions, symmetry, alignment or destination of the structures which may be erected therein and the use of any immovable located therein, or the area and dimensions of lots, the proportion of lots which may be occupied by structures, the space which must be left clear between structures and the lines of lots, the space which must be reserved and arranged for the parking, loading or unloading of vehicles and the manner of arranging such space [, prescribing the lots to be used as parks.]

Such by-law shall, before coming into force and effect, receive the approval of

l'approbation des personnes y ayant intérêt.

A un intérêt dans un tel règlement une personne inscrite sur le rôle d'évaluation en vigueur comme propriétaire d'un immeuble compris dans le territoire visé par le règlement. Une personne physique doit en plus être majeure et posséder la citoyenneté canadienne.

Ont également un intérêt dans un tel règlement les personnes inscrites sur le rôle d'évaluation en vigueur comme propriétaires d'un immeuble compris dans une zone ou un secteur contigu à celle ou à celui qui fait l'objet du règlement et, s'il s'agit de personnes physiques, si elles sont majeures et possèdent la citoyenneté canadienne, si elles présentent au greffier, dans les cinq jours qui suivent la date de la publication de l'avis prévu au cinquième alinéa, une requête signée par au moins douze de ces personnes ou par la majorité d'entre elles si leur nombre est inférieur à vingt-quatre, manifestant leur désir de se prononcer sur ce règlement.

Dans les quinze jours suivant l'adoption du règlement et après avis public de cinq jours francs donné aux personnes intéressées, le greffier tient à la disposition de celles-ci un registre destiné à recevoir par ordre numérique la signature, l'adresse et la qualification de celles d'entre elles qui demandent l'approbation du règlement par voie de scrutin.

L'avis doit mentionner:

a) le titre et le numéro du règlement, la date de son adoption et l'objet visé par le règlement;

b) le droit pour les personnes intéressées de demander la tenue d'un scrutin en vue de l'approbation du règlement, le nombre requis de ces personnes à cette fin et la conséquence qu'à défaut de ce nombre, le règlement sera réputé approuvé par elles;

c) la faculté pour les personnes intéressées de consulter le règlement, au bureau de la municipalité, aux heures ordinaires du bureau ou pendant les heures d'enregistrement;

d) l'endroit, les dates et les heures d'enregistrement;

e) l'endroit, la date et l'heure de l'annonce du résultat de la consultation.

the persons having interest therein.

Any person entered on the assessment roll in force as owner of an immoveable comprised within the territory contemplated by the by-law has an interest in such by-law. A physical person must in addition be of full age and be a Canadian citizen.

The persons entered on the assessment roll in force as owners of an immoveable comprised within a zone or sector adjacent to that affected by the by-law and, in the case of physical persons, if they are of full age and are Canadian citizens, if they present to the clerk within the five days following the date of publication of the notice provided for in the fifth paragraph, a petition signed by at least twelve of such persons or by the majority of them if their number is less than twenty-four, expressing their wish to pronounce themselves on such by-law, also have an interest in such by-law.

Within the fifteen days following the adoption of the by-law, and after public notice of five clear days given to the interested persons, the clerk shall place at their disposal a register for the entry, in numerical order, of the signature, address and qualification of those among them who request the approval of the by-law by a poll.

The notice must mention:

(a) the title and number of the by-law, the date of its adoption and the object contemplated by the by-law;

(b) the right of the interested persons to request the holding of a poll for the approval of the by-law, the required number of such persons for that purpose and the consequence that failing such number, the by-law shall be deemed approved by them;

(c) the right of the interested persons to consult the by-law, at the office of the municipality, during ordinary office hours or during registration hours;

(d) the place, dates and hours of registration;

(e) the place, date and hour of publishing the result of the poll.

En outre, si le règlement ne s'applique qu'à un secteur de la municipalité, l'avis doit en décrire clairement le périmètre en utilisant pour autant que faire se peut, le nom des rues.

Le registre doit être accessible au bureau de la municipalité deux jours juridiques successifs durant, de neuf heures du matin à sept heures du soir, sans interruption et sous surveillance constante du greffier ou d'une personne responsable qu'il désigne et assermente à cette fin.

Le texte du règlement et de l'avis de convocation doit apparaître au début du registre.

Lorsqu'il y a lieu à plusieurs consultations simultanées, le nombre de règlements ne peut excéder cinq et chacun d'entre eux doit faire l'objet d'un avis et d'un registre distinct. Si les personnes intéressées sont les mêmes dans tous les règlements ou dans plusieurs d'entre eux, il est cependant loisible au greffier de publier un avis de convocation commun à ces règlements.

Le préposé au registre peut exiger de quiconque désirant s'y inscrire la preuve suffisante de son identité ainsi que celle de ses qualités dont le rôle d'évaluation ne fait pas déjà état.

À la fin de la première journée d'enregistrement, le préposé au registre y fait la somme des inscriptions et accompagne cette mention de ses initiales.

À la fin de la seconde journée d'enregistrement, le règlement est réputé avoir reçu l'approbation des intéressés, à moins que ces personnes n'aient demandé la tenue d'un scrutin dans l'une des proportions suivantes:

- a) cinq pour cent d'entre elles, si leur nombre est de cinq cents ou plus;
- b) vingt-cinq, si leur nombre excède cent et est inférieur à cinq cents;
- c) vingt-cinq pour cent, si leur nombre est de cent ou moins.

Dans le calcul des pourcentages, une fraction ou une décimale compte pour une unité.

Dès la fermeture du registre, le greffier dresse un certificat établissant:

- a) le nombre de personnes intéressées dans le règlement;

In addition, if the by-law applies to only one sector of the municipality, the notice must clearly describe its perimeter by using street names as much as possible.

The register must be accessible at the office of the municipality for two consecutive juridical days, from nine o'clock in the morning to seven o'clock in the evening, without interruption and under the constant supervision of the clerk or of a responsible person designated and sworn by him for such purpose.

The text of the by-law and of the notice of convocation must appear at the beginning of the register.

When there are several simultaneous votes, the number of by-laws must not exceed five and each of them must be the object of a distinct notice and register. If the interested persons are the same in all the by-laws or in several of them the clerk may, however, publish a common convocation notice for such by-laws.

The keeper of the register may require from any person wishing to be entered therein sufficient proof of his identity and of his qualifications not already ascertained by the assessment roll.

At the end of the first day of registration, the keeper of the register shall enter therein the sum of the entries and shall add his initials to such entry.

At the end of the second day of registration, the by-law shall be deemed to have received the approval of the interested persons, unless they have requested the holding of a poll in one of the following proportions:

- (a) five per cent of them if their number is five hundred or more;
- (b) twenty-five, if their number exceeds one hundred and is less than five hundred;
- (c) twenty-five per cent, if their number is one hundred or less.

In computing the percentages, a fraction or a decimal shall be deemed a unit.

Upon the closing of the register, the clerk shall draw up a certificate showing:

- (a) the number of persons interested in the by-law;

b) le nombre de personnes intéressées requis pour rendre obligatoire la tenue d'un scrutin;

c) le nombre de personnes intéressées inscrites au registre;

d) l'approbation du règlement par les personnes intéressées ou la nécessité de tenir un scrutin, selon le cas.

Le registre et le certificat font partie des archives de la municipalité.

Immédiatement après la fermeture du registre, le greffier fait lecture publique de son certificat dans l'enceinte réservée aux séances du conseil, en présence du maire ou, en son absence, du maire suppléant ou, en leur absence, d'un conseiller que désigne le maire pour le représenter ou à défaut de tout autre conseiller, si un nombre suffisant de personnes intéressées a demandé la tenue d'un scrutin, il appartient aux membres du conseil présents, dans l'ordre de priorité établi au présent alinéa, d'en fixer la date sur-le-champ.

En l'absence de tout membre du conseil ou à défaut de l'un quelconque d'entre eux qui sont présents de fixer la date du scrutin, le greffier la fixe lui-même.

Le scrutin doit avoir lieu à une date appropriée dans les quarante jours suivant le dernier jour d'enregistrement.

Les articles 399 à 410 s'appliquent *mutatis mutandis* à ce scrutin.

Le greffier dresse procès-verbal de l'assemblée publique et le dépose accompagné de son certificat, dès la prochaine séance du conseil, lequel doit en prendre connaissance; »;

c) en remplaçant le troisième alinéa du paragraphe 17° par le suivant:

« Toute personne en possession de cet avis peut éviter qu'une plainte soit faite contre elle en se présentant au bureau du département de police et en payant, à titre d'amende, la somme fixée par le règlement, laquelle ne doit pas excéder [vingt-cinq] dollars. Le paiement de l'amende et le reçu donné par la personne désignée par le conseil libèrent le contrevenant de toute autre peine relativement à cette infraction. »;

d) en insérant, après le paragraphe 17°, le suivant:

(b) the number of interested persons required to render compulsory the holding of a poll;

(c) the number of interested persons entered in the register;

(d) the approval of the by-law by the interested persons or the necessity of holding a poll, as the case may be.

The register and the certificate shall form part of the records of the municipality.

Immediately after the closing of the register, the clerk shall make a public reading of his certificate in the chamber reserved for the sittings of the council, in the presence of the mayor or, in his absence, of the acting mayor or, in their absence, of a councillor designated by the mayor to represent him or failing any other councillor, if a sufficient number of interested persons has required the holding of a poll, it shall rest with the members of the council present, in the order of priority established in this paragraph, to fix the date forthwith.

In the absence of every member of the council or on failure by anyone of the members present to fix the date of the poll, the clerk shall fix it himself.

The poll shall be held at an appropriate date within the forty days following the last day of registration.

Sections 399 to 410 apply *mutatis mutandis* to such polling.

The clerk shall draw up the minutes of the public meeting and deposit the same accompanied with his certificate, at the next sitting of the council, which must take cognizance thereof; »;

(c) by replacing the third paragraph of paragraph 17 by the following:

"Any person in possession of such notice may avoid the lodging of a complaint against him, by presenting himself at the office of the police department and by paying as fine the sum fixed in the by-law but which must not exceed [twenty-five] dollars. The payment of the fine and the receipt given by the person appointed by the council shall free the offender from any other penalty in connection with such infraction. »;

(d) by inserting after paragraph 17 the following:

« 17<sup>a</sup> Avant toute poursuite pénale pour contravention aux règlements municipaux relatifs à la circulation et à la sécurité publique, la ville peut adresser, par la poste, au propriétaire ou au conducteur un avis sommaire décrivant la contravention et indiquant la pénalité minimum ainsi que l'endroit où cette pénalité peut être payée, dans les dix jours suivants, avec, en outre, deux dollars pour les frais.

Le paiement du montant requis dans le délai fixé par l'avis empêche la poursuite pénale.

Ce paiement ne peut cependant être invoqué comme admission de responsabilité civile.

Après ce paiement, l'inculpé doit être considéré comme ayant été trouvé coupable de l'infraction. Cependant, si celle-ci entraîne la suspension ou la révocation d'un permis ou d'un certificat d'immatriculation, l'inculpé peut, s'il n'en a pas été prévenu dans l'avis, renoncer à l'immunité d'être poursuivi découlant du paiement et annuler ainsi son admission de culpabilité. »

**5.** L'article 429 de ladite loi est modifié pour la ville en insérant, après le paragraphe 20<sup>e</sup>, le suivant :

« 20<sup>a</sup> Pour pourvoir à l'entretien d'hiver des rues et des trottoirs aux frais de la ville et déterminer quand il le juge à propos que la neige sera soufflée ou déposée sur les trottoirs et sur les terrains privés, pourvu qu'il détermine aussi les précautions nécessaires en pareils cas pour éviter les dommages à la personne et à la propriété; ».

**6.** L'article 472 de ladite loi est modifié pour la ville en remplaçant le paragraphe 2<sup>e</sup> par le suivant :

[« 2<sup>e</sup> Pour décréter que le fait par le propriétaire ou l'occupant d'un lot vacant ou en partie construit, ou d'une terre, de laisser pousser sur ce lot ou cette terre, des branches, des broussailles ou des mauvaises herbes, ou d'y laisser des ferrailles, des véhicules automobiles non-immatriculés et hors d'état de fonctionner, des déchets, des détritus, des papiers ou des bouteilles vides, constitue une nuisance et pour permettre aux employés de la ville de s'introduire sur ces lots, terrains ou

“(17a) Before any penal prosecution for an infraction to the municipal by-laws respecting traffic and public safety, the town may mail to the owner or operator of the vehicle a summary notice describing the infraction and indicating the minimum penalty and the place where such penalty, and two dollars for costs, may be paid within the ensuing ten days.

Payment of the required amount within the delay fixed by the notice shall prevent penal prosecution.

Such payment, however, shall not be invoked as an admission of civil liability.

After such payment, the accused shall be considered to have been found guilty of the infraction. However, if such infraction entails the suspension or cancellation of a permit or registration certificate, the accused, if he has not been so informed in the notice, may renounce the immunity from prosecution resulting from the payment and so annul his admission of guilt.”

**5.** Section 429 of the said act is amended for the town by inserting after paragraph 20 the following :

“(20a) To provide for winter maintenance of the streets and sidewalks at the expense of the town, and to decide, when it considers it appropriate, that snow will be blown onto or piled on the sidewalks and private grounds, provided it also determines what precautions are necessary in such cases for preventing damage to persons and property;”.

**6.** Section 472 of the said act is amended for the town by replacing paragraph 2 by the following :

[“(2) To decree that for the owner or occupant of a vacant or partly built lot or of land to allow branches, bushes or weeds to grow on the said lot or land, or to leave thereon scrap iron, motor vehicles which are not registered or not in running order, rubbish, refuse, paper or empty bottles, constitutes a nuisance and to authorize the employees of the town to enter upon the said lots or grounds or lands in order to remove such nuisances at the expense of the owner or occupant



terres, afin d'y enlever ces nuisances aux frais du propriétaire ou de l'occupant en défaut, et pour imposer des amendes aux personnes qui laissent exister de telles nuisances sur leurs terrains, ou pour prendre ou imposer toute mesure destinée à empêcher ces nuisances; »].

**7.** L'article 593 de ladite loi est remplacé pour la ville par le suivant :

« **593.** 1. Un règlement décrétant un emprunt doit, avant d'entrée en vigueur et devenir exécutoire, recevoir l'approbation des personnes y ayant intérêt et celle du ministre des affaires municipales et de la Commission municipale du Québec.

2. A un intérêt dans un règlement d'emprunt une personne inscrite sur le rôle d'évaluation en vigueur comme propriétaire d'un immeuble imposable faisant l'objet de la taxe spéciale édictée dans ce règlement. Une personne physique doit en plus être majeure et posséder la citoyenneté canadienne.

3. Dans les quinze jours suivant l'adoption du règlement et après avis public de cinq jours francs donné aux personnes intéressées, le greffier tient à la disposition de celles-ci un registre destiné à recevoir par ordre numérique, la signature, l'adresse et la qualification de celles d'entre elles qui demandent l'approbation du règlement par voie de scrutin.

4. L'avis doit mentionner :

a) le titre et le numéro du règlement, la date de son adoption, le montant de l'emprunt projeté ainsi que l'emploi des deniers;

b) le droit pour les personnes intéressées de demander la tenue d'un scrutin en vue de l'approbation du règlement, le nombre requis de ces personnes à cette fin et la conséquence qu'à défaut de ce nombre, le règlement sera réputé approuvé par elles;

c) la faculté pour les personnes intéressées de consulter le règlement, au bureau de la municipalité aux heures ordinaires du bureau ou pendant les heures d'enregistrement;

d) l'endroit, les dates et les heures d'enregistrement;

e) l'endroit, la date et l'heure de l'annonce du résultat de la consultation.

at fault, and to impose fines on persons who permit such nuisances on their lands, or to take or impose any measure intended to prevent such nuisances;”].

**7.** Section 593 of the said act is replaced for the town by the following :

“**593.** (1) A by-law ordering a loan, before coming into force and effect, must have received the approval of the persons having interest therein and that of the Minister of Municipal Affairs and of the Québec Municipal Commission.

(2) Any person entered on the assessment roll in force as owner of a taxable immovable which is subject to the special tax enacted in a by-law has an interest in such loan by-law. A physical person must in addition be of full age and be a Canadian citizen.

(3) Within the fifteen days following the adoption of the by-law, and after a public notice of five clear days given to the interested persons, the clerk shall place at their disposal a register for the entry in numerical order, of the signature, address and qualification of those among them who request the approval of the by-law by a poll.

(4) The notice must mention :

(a) the title and number of the by-law, the date of its adoption, the amount of the projected loan and the intended use of the money;

(b) the right of the interested persons to request the holding of a poll for the approval of the by-law, the required number of such persons for that purpose and the consequence that failing such number, the by-law shall be deemed approved by them;

(c) the right of the interested persons to consult the by-law at the office of the municipality during ordinary office hours or during registration hours;

(d) the place, dates and hours of registration;

(e) the place, date and hour of publishing the result of the poll.

5. En outre, si le règlement ne s'applique qu'à un secteur de la municipalité, l'avis doit en décrire clairement le périmètre en utilisant pour autant que faire se peut, le nom des rues.

6. Le registre doit être accessible au bureau de la municipalité deux jours juridiques successifs durant, de neuf heures du matin à sept heures du soir, sans interruption et sous surveillance constante du greffier ou d'une personne responsable qu'il désigne et assermente à cette fin.

7. Le texte du règlement et de l'avis de convocation doit apparaître au début du registre.

8. Lorsqu'il y a lieu à plusieurs consultations simultanées, le nombre de règlements ne peut excéder cinq et chacun d'entre eux doit faire l'objet d'un avis et d'un registre distinct. Si les personnes intéressées sont les mêmes dans tous les règlements ou dans plusieurs d'entre eux, il est cependant loisible au greffier de publier un avis de convocation commun à ces règlements.

9. Le préposé au registre peut exiger de quiconque désirant s'y inscrire la preuve suffisante de son identité ainsi que celle de ses qualités dont le rôle d'évaluation ne fait pas déjà état.

10. À la fin de la première journée d'enregistrement, le préposé au registre y fait la somme des inscriptions et accompagne cette mention de ses initiales.

11. À la fin de la seconde journée d'enregistrement, le règlement est réputé avoir reçu l'approbation des intéressés, même dans le cas des articles 596 et 597, à moins que ces personnes n'aient demandé la tenue d'un scrutin dans l'une des proportions suivantes, sauf le cas du troisième alinéa de l'article 599:

a) cinq pour cent d'entre elles, si leur nombre est de cinq cents ou plus;

b) vingt-cinq personnes, si leur nombre excède cent et est inférieur à cinq cents;

c) vingt-cinq pour cent, si leur nombre est de cent ou moins.

12. Dans le calcul des pourcentages, une fraction ou une décimale compte pour une unité.

(5) In addition, if the by-law applies to only one sector of the municipality, the notice must clearly describe its perimeter by using street names as much as possible.

(6) The register must be accessible at the office of the municipality for two consecutive days, from nine o'clock in the morning to seven o'clock in the evening, without interruption and under the constant supervision of the clerk or of a responsible person designated and sworn by him for such purpose.

(7) The text of the by-law and of the notice of convocation must appear at the beginning of the register.

(8) When there are several simultaneous votes, the number of by-laws must not exceed five and each of them must be the object of a distinct notice and register. If the interested persons are the same in all the by-laws or in several of them, the clerk may, however, publish a common convocation notice for such by-laws.

(9) The keeper of the register may require from any person wishing to be entered therein sufficient proof of his identity and of his qualifications not already ascertained by the assessment roll.

(10) At the end of the first day of registration, the keeper of the register shall enter therein the sum of the entries and shall add his initials to such entry.

(11) At the end of the second day of registration, the by-law shall be deemed to have received the approval of the interested persons, even in the case of sections 596 and 597, unless such persons have requested the holding of a poll in one of the following proportions, except in the case of the third paragraph of section 599:

(a) five per cent of them if their number is five hundred or more;

(b) twenty-five persons if their number exceeds one hundred and is less than five hundred;

(c) twenty-five per cent, if their number is one hundred or less.

(12) In computing the percentages, a fraction or a decimal shall be deemed a unit.

13. Dès la fermeture du registre, le greffier dresse un certificat établissant:

a) le nombre de personnes intéressées dans le règlement;

b) le nombre de personnes intéressées requis pour rendre obligatoire la tenue d'un scrutin;

c) le nombre de personnes intéressées inscrites au registre;

d) l'approbation du règlement par les personnes intéressées ou la nécessité de tenir un scrutin, selon le cas.

14. Le registre et le certificat font partie des archives de la municipalité.

15. Immédiatement après la fermeture du registre, le greffier fait lecture publique de son certificat dans l'enceinte réservée aux séances du conseil, en présence du maire ou, en son absence, du maire suppléant ou, en leur absence, d'un conseiller que désigne le maire pour le représenter ou à défaut de tout autre conseiller, si un nombre suffisant de personnes intéressées a demandé la tenue d'un scrutin, il appartient aux membres du conseil présents, dans l'ordre de priorité établi au présent alinéa, d'en fixer la date sur-le-champ.

16. En l'absence de tout membre du conseil ou à défaut de l'un quelconque d'entre eux qui sont présents de fixer la date du scrutin, le greffier la fixe lui-même.

17. Le scrutin doit avoir lieu à une date appropriée, dans les quarante jours suivant le dernier jour d'enregistrement.

18. Les articles 399 à 410 s'appliquent *mutatis mutandis* à un tel scrutin.

19. Le greffier dresse procès-verbal de l'assemblée publique et le dépose, accompagné de son certificat, dès la prochaine séance du conseil, lequel doit en prendre connaissance.

20. Le présent article a effet à l'encontre de toute disposition inconciliable d'une charte à moins que celle-ci ne dispense de l'approbation des personnes intéressées selon le paragraphe 2. »]

**8.** Sur requête signée par la majorité des propriétaires des immeubles visés, cette majorité devant être en nombre et en raison du front de leurs immeubles, le conseil peut par règlement, décréter un emprunt et imposer et prélever une taxe

(13) Upon the closing of the register, the clerk shall draw up a certificate showing:

(a) the number of persons interested in the by-law;

(b) the number of interested persons required to render compulsory the holding of a poll;

(c) the number of interested persons entered in the register;

(d) the approval of the by-law by the interested persons or the necessity of holding a poll, as the case may be.

(14) The register and the certificate shall form part of the records of the municipality.

(15) Immediately after the closing of the register, the clerk shall make a public reading of his certificate in the chamber reserved for the sittings of the council, in the presence of the mayor or, in his absence, of the acting mayor or, in their absence, of a councillor designated by the mayor to represent him or if failing any other councillor, if a sufficient number of interested persons has required the holding of a poll, it shall rest with the members of the council present, in the order of priority established in this paragraph, to fix the date forthwith.

(16) In the absence of every member of the council or on failure by anyone of the members present to fix the date of the poll, the clerk shall fix it himself.

(17) The poll shall be held at an appropriate date within the forty days following the last day of registration.

(18) Sections 399 to 410 apply *mutatis mutandis* to such poll.

(19) The clerk shall draw up the minutes of the public meeting and deposit the same accompanied with his certificate, at the next sitting of the council, which must take cognizance thereof.

(20) This section shall have effect against any inconsistent provision of a charter unless the latter dispenses from the approval of the interested persons according to paragraph 2." ]

**8.** Upon a petition signed by the majority of the owners of the immoveables contemplated, which majority must be so in number and proportionately to the frontage of their immoveables, the council may by by-law order a loan and impose

foncière spéciale, payable par versements annuels, pendant une période de temps n'excédant pas trente ans, sur les immeubles en face desquels des travaux d'aqueduc, d'égouts, de pavage, trottoirs, chaînes de rues, éclairage, construction de rues et de pavage sont posés par la municipalité et afin de payer le coût de ces travaux.

La taxe autorisée par le présent article est imposée en raison du front des immeubles. Le règlement adopté par le conseil en vertu du présent article ne requiert pas d'autre approbation que celle du ministre des affaires municipales et de la Commission municipale du Québec.

**9.** Le conseil est autorisé à acquérir de gré à gré ou par voie d'expropriation tout immeuble, partie d'immeuble, servitudes ou droits réels, pour fins publiques, communautaires ou toute autre fin.

Le conseil est autorisé à détenir, louer et administrer les immeubles acquis en vertu du premier alinéa. Il peut aussi aménager ces immeubles et y installer les services publics nécessaires. Il peut également les aliéner aux conditions qu'il détermine avec l'approbation de la Commission municipale du Québec.

Le conseil est tenu de payer à l'égard des immeubles qu'il détient en vertu du présent article toutes les taxes qui peuvent être exigées d'un propriétaire foncier dans la municipalité.

Le conseil peut, pour les fins du présent article, contracter des emprunts par règlement qui ne requiert pas d'autre approbation que celle de la Commission municipale du Québec et du ministre des affaires municipales.

**10. 1.** Le conseil peut, par règlement, constituer un fonds connu sous le nom de « fonds de stabilisation des dépenses de déneigement » afin de mettre à sa disposition les deniers dont il peut avoir besoin pour rencontrer les dépenses de déneigement.

**2.** Le conseil dresse à ces fins un budget quinquennal des dépenses de déneigement et approprie annuellement, à même les revenus provenant de la taxe foncière générale, une somme équivalente à un

and levy a special real estate tax, payable by annual instalments, during a period of time not exceeding thirty years, on the immoveables in front of which waterworks, sewers, paving, sidewalks, curbs, lighting, streets and paving are laid or installed by the municipality, to pay the cost of such works.

The tax authorized by this section is imposed proportionately to the frontage of the immoveables. The by-law adopted by the council under this section requires no other approval than that of the Minister of Municipal Affairs and of the Québec Municipal Commission.

**9.** The council is authorized to acquire by agreement or by expropriation any immovable, part of immovable, servitude or real right, for public or community purposes or any other purpose.

The council is authorized to hold, lease and manage the immoveables acquired under the first paragraph. It may also arrange such immoveables and install the necessary public services. It may also alienate them on the conditions which it determines with the approval of the Québec Municipal Commission.

The council is bound to pay on the immoveables which it holds under this section all taxes which may be exacted from an owner of real estate in the municipality.

The council may, for the purposes of this section, contract loans by by-law requiring no other approval than that of the Québec Municipal Commission and of the Minister of Municipal Affairs.

**10. (1)** The council may by by-law, establish a fund called the "snow removal expenses stabilization fund" to place at its disposal the moneys which it may require to meet snow removal expenses.

**(2)** The council shall prepare for such purposes a five-year budget of snow removal expenses and shall appropriate yearly, out of the revenues derived from the general real estate tax, a sum equiva-

cinquième du montant total prévu à ce budget quinquennal afin de payer ces dépenses.

3. Pour les fins du présent article, l'expression « dépenses de déneigement » comprend toutes les dépenses directes faites pour le déneigement et pour l'entretien des rues et des trottoirs pour la période s'étendant du 1<sup>er</sup> octobre d'une année au 1<sup>er</sup> mai de l'année suivante. Ces dépenses comprennent notamment:

- a) les salaires et les avantages sociaux des employés;
- b) les achats de matériaux, de fournitures et de combustibles;
- c) la location d'équipement et d'outillage;
- d) les contrats à forfait;
- e) les coûts de réparation et d'entretien des véhicules et de l'équipement;
- f) les autres frais relatifs à l'utilisation des véhicules et de l'équipement;
- g) les versements annuels au fonds de roulement pour le renouvellement et l'achat d'équipement et d'outillage;
- h) le service de la dette relatif aux emprunts faits pour l'achat d'équipement et d'outillage;
- i) les réclamations pour dommages causés à la personne et aux biens à l'occasion du déneigement.

4. Tout surplus ou déficit annuel est reporté d'année en année jusqu'à l'expiration du budget quinquennal. À la fin de cette période, le surplus ou le déficit accumulé fait partie du budget général de l'année suivante.

**11. Le conseil peut, par règlement:**

- a) décréter qu'aucun journal, revue, périodique, programme, brochure ou autres publications, émission à la radio ou moyen de publicité, carte personnelle ou d'affaires, papier à lettre, enseigne ou panneau-réclame ne peut, sans autorisation, porter, prendre ou utiliser le nom corporatif de la ville, son écusson, ses armes ou son blason, ni le nom ou le titre d'un de ses services, ou un nom ou titre susceptible d'être confondu avec celui de la ville ou d'un de ses services, ou pouvant porter à croire qu'elle ou tel service peuvent en bénéficier;
- b) prohiber l'impression, la vente, l'échange, la distribution, la diffusion, la

lent to one-fifth of the total amount provided for in such five-year budget to pay such expenses.

(3) For the purposes of this section, the expression "snow removal expenses" includes all direct expenses incurred for snow removal and for the maintenance of the streets and sidewalks for the period extending from the 1st of October in one year to the 1st of May in the next year. Such expenses comprise particularly:

- (a) salaries and fringe benefits of employees;
- (b) purchases of materials, supplies and fuel;
- (c) lease of equipment and tools;
- (d) job contracts;
- (e) cost of repair and maintenance of vehicles and equipment;
- (f) other costs relating to the use of vehicles and equipment;
- (g) annual payments into the working fund for renewal and purchase of equipment and tools;
- (h) debt service of the loans contracted for the purchase of equipment and tools;
- (i) claims for damage caused to persons and property during snow removal.

(4) Any annual surplus or deficit shall be carried forward from year to year until the expiry of the five-year budget. At the end of such period, the accumulated surplus or deficit shall form part of the general budget for the next year.

**11. The council may, by by-law:**

- (a) order that no newspaper, magazine, periodical, programme, brochure or other publication, radio broadcast or means of publicity, personal or business card, letter-head, sign or bill-board may, without its authorization bear, take or use the corporate name of the town, its crest, coat of arms or seal, or the name or title of any of its departments or a name or title which might be confused with that of the town or any of its departments or which might lead to the belief that the town or such department might benefit therefrom;
- (b) prohibit the printing, sale, exchange, distribution, diffusion, possession or use of

possession ou l'utilisation de tout journal, revue, périodique, programme, brochure ou autres publications, émission à la radio ou moyen de publicité, carte personnelle ou d'affaires, papier à lettre, enseigne ou panneau-réclame faits en contravention avec le présent article;

c) décréter que toute personne qui viole les dispositions de ce règlement est passible, pour chaque infraction, d'une amende n'excédant pas deux cents dollars et d'un emprisonnement n'excédant pas deux mois sur plainte portée devant la Cour municipale.

**12.** Le conseil est autorisé à adopter et à modifier en tout temps un plan pour au plus cinq ans de dépenses en immobilisation d'un montant qu'il détermine. Ce plan et ses modifications doivent recevoir les approbations requises pour les règlements d'emprunt.

Une fois le plan ou ses modifications approuvés, le conseil peut, sans qu'il soit nécessaire d'obtenir l'approbation des propriétaires obligés et habiles à voter, visés aux articles 593 et 599 de la Loi des cités et villes, mais avec l'approbation du ministre des affaires municipales et de la Commission municipale du Québec, adopter un ou plusieurs règlements à cette fin, à la condition que le montant total des emprunts n'excède pas celui prévu au plan.

**13.** L'article 21 de la Loi sur l'évaluation foncière (1971, chapitre 50) est modifié pour la ville en remplaçant le sixième alinéa par le suivant:

« Si le présent article cesse de s'appliquer à une ferme ou à un boisé en vertu de l'alinéa précédent, [les taxes représentant la différence entre celles qui, sans cette exemption, auraient été exigibles et celles qui ont été effectivement imposées deviennent exigibles pour les cinq années précédentes. Lorsqu'un tel terrain cesse d'être utilisé en partie seulement, les taxes prévues au présent alinéa ne deviennent exigibles que sur cette partie. »]

**14.** L'article 25 de ladite loi est modifié pour la ville en ajoutant, à la fin du

any newspaper, magazine, periodical, programme, brochure or other publication, radio broadcast, personal or business card, letterhead, sign or bill-board effected contrary to this section;

(c) order that any person who contravenes the provisions of such by-law is liable, for each offence, to a fine not exceeding two hundred dollars and imprisonment not exceeding two months upon complaint lodged before the Municipal Court.

**12.** The council is authorized to adopt and amend at any time a plan for not more than five years for capital expenditures in an amount which it determines. Such plan and its amendments must receive the approval required for loan by-laws.

Once such plan or its amendments are approved, the council may, without it being necessary to obtain the approval of the proprietors compelled and qualified to vote contemplated in sections 593 and 599 of the Cities and Towns Act but with the sole approval of the Minister of Municipal Affairs and the Québec Municipal Commission, pass one or more by-laws to carry out such plan and borrow the money necessary for such purpose, provided the total of such loans does not exceed the amount provided for in the plan.

**13.** Section 21 of the Real Estate Assessment Act (1971, chapter 50) is amended for the town by replacing the sixth paragraph by the following:

"If this section ceases to apply to a farm or a woodlot under the preceding paragraph, [the taxes representing the difference between those which, without such exemption, would have been exigible and those which have been actually imposed shall become exigible for the five preceding years. When such land ceases to be used in part only, the taxes provided for in this paragraph become exigible only on such part.]"

**14.** Section 25 of the said act is amended for the town by adding, at the end

premier alinéa, ce qui suit: « Si le conseil l'en requiert par résolution, le greffier fait également parvenir une copie du compte de taxes foncières générales municipales aux créanciers hypothécaires dont l'adresse lui est connue. »

**15.** L'article 3 de la Loi constituant la Commission de transport de la Rive Sud de Montréal (1971, chapitre 98) est modifié en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

« **3.** Le Conseil se compose d'un représentant de chacune des municipalités suivantes: les villes de [ ] Brossard, Greenfield Park, Lemoyne, Longueuil, Saint-Hubert et Saint-Lambert ainsi que la municipalité de Notre-Dame. »

**16.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

of the first paragraph, the following: "If the council so requires by resolution, the clerk shall also send a copy of the account of municipal general real estate taxes to the hypothecary creditors whose addresses are known to him."

**15.** Section 3 of the Act to incorporate the Montreal South Shore Transit Commission (1971, chapter 98) is amended by replacing the first paragraph by the following:

"**3.** The Council shall consist of one representative from each of the following municipalities: the towns of [ ] Brossard, Greenfield Park, Lemoyne, Longueuil, St. Hubert and St. Lambert, and the municipality of Notre-Dame."

**16.** This act shall come into force on the day of its sanction.

